



EXPOSÉ DE POSITION

L'AGRICULTURE DONT NOUS AVONS BESOIN....

Document de Position du Groupe des
Socialistes & Démocrates
du Parlement européen

Date:

15/11/2017



Groupe de l'Alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement Européen

Parlement Européen
Rue Wiertz 60
B-1047 Bruxelles
T +32 2 284 2111
F +32 2 230 6664
www.socialistsanddemocrats.eu

TABLE DES MATIÈRES

L'agriculture dont nous avons besoin.....	4
1 Un nouveau contexte.....	5
1.1 Le modèle libéral étant à bout de souffle, nous avons besoin d'un modèle plus social.....	6
1.2 Action urgente pour le climat et l'environnement.....	8
1.3 Agriculture 2.0	9
1.4 Une nouvelle demande sociétale	9
2 ...qui appelle à un autre modèle agricole !.....	10
2.1 Permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail	10
2.1.1 Réintroduire des instruments de régulation des marchés	11
2.1.2 Renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire	11
2.1.3 Soutenir l'agriculture à échelle humaine	12
2.2 Développer une politique alimentaire et nutritionnelle pour protéger la santé humaine	14
2.2.1 Rétablir le lien entre production, nourriture et santé.....	14
2.2.2 Garantir le principe de précaution	15
2.2.3 Plus de visibilité et d'accessibilité pour les aliments biologiques et les produits de qualité	16
2.2.4 Lutter contre les régimes pauvres et l'obésité	17
2.2.5 Combattre les déchets alimentaires.....	17
2.3 Accélérer la transition vers une agriculture durable et économiquement viable pour répondre aux défis environnementaux et climatiques	18
2.3.1 Faire de l'agriculture un acteur de la lutte contre le réchauffement climatique	18
2.3.2 Opter pour une agriculture durable préservant la biodiversité et respectant le bien-être des animaux.....	20

2.4	Investir dans les zones rurales : pour le bien de nos terres et de nos régions	22
2.4.1	Encourager les jeunes agriculteurs à créer des entreprises et les gens à rester dans les zones rurales	23
2.4.2	Promouvoir les chaînes d'approvisionnement courtes et les achats locaux.....	24
2.4.3	Investir dans les zones rurales	24
2.5	Agriculture - bien plus qu'une entreprise.....	25
2.5.1	Faire progresser nos principes de coopération, et de progrès sociaux et environnementaux dans notre politique commerciale	25
2.5.2	Nous avons besoin d'autosuffisance alimentaire	26

L'agriculture dont nous avons besoin....

L'objectif principal de notre agriculture est de nourrir la population, avec des produits de qualité, tout en préservant les écosystèmes de la planète et la vitalité des zones rurales.

La situation actuelle n'est bonne ni pour les agriculteurs, les consommateurs, ni pour l'environnement. Toutefois, ceux qui souffrent le plus sont les agriculteurs et les éleveurs qui font face à une grande incertitude sur leur avenir. L'activité agricole est, certainement de ce fait, moins attractive pour les jeunes, et il y a trop peu de changement dans les générations. Nous avons besoin de changement et de progrès pour renforcer le rôle de l'agriculture européenne et lui donner une perspective à long terme. Les contribuables nous demandent légitimement de lier plus étroitement nos politiques à la qualité des aliments, la santé humaine, la lutte contre le changement climatique, la protection de notre environnement, le bien-être animal et la sauvegarde des emplois dans l'agriculture et les zones rurales. Il nous appartient d'écouter et d'impliquer les agriculteurs dans ces changements afin qu'ils puissent prendre leur place au cœur de la société, mais aussi du projet européen.

Au-delà de l'Europe, dans le contexte de la globalisation, alors que les états continentaux tels que la Chine et le Brésil augmentent leurs budgets pour la politique agricole et alimentaire, il serait illogique pour nous de les réduire au niveau de l'UE.

Il est urgent que l'Europe accepte ses responsabilités internationales et mette en place un véritable plan stratégique d'autonomie alimentaire, en préservant ses capacités alimentaires et agricoles tout en continuant à développer des accords de libre-échange.

Les bénéfices potentiels ainsi que les impacts négatifs d'une concurrence accrue et de concessions agricoles dans les négociations commerciales doivent être sérieusement examinés, afin d'assurer un bon équilibre économique et ne pas menacer les secteurs sensibles de l'agriculture européenne, si fortement liés à nos zones rurales et nos territoires. L'équité et l'équilibre doivent être les principes premiers des accords commerciaux. Le secteur agricole doit également se préparer à l'incertitude liée au Brexit et aux répercussions que cela pourrait avoir sur les marchés et le budget de l'UE. Nos besoins en sécurité alimentaire nous obligent à nous recentrer sur nos activités agricoles, ce qui implique que l'UE évalue soigneusement l'impact et la portée de ses accords de libre-échange, et aide à relancer un nouvel ordre multilatéral basé sur la coopération entre politiques agricoles stabilisatrices et durables, afin d'assurer une

meilleure stabilité des revenus. C'est d'abord et avant tout ce que nos agriculteurs attendent de nous.

L'agriculture européenne a besoin d'une approche courageuse et innovante ! Nous avons besoin d'une révolution dans notre politique agricole, et nous en avons besoin maintenant !

1 UN NOUVEAU CONTEXTE...

Alors que nous vivons dans un monde de globalisation qui semble se rétrécir à mesure que les événements climatiques nous affectent de plus en plus et que le commerce devient plus dominant, nous devons renforcer nos propres systèmes agricoles en Europe et les rendre plus résilients et capables de répondre aux besoins alimentaires fondamentaux de nos citoyens. Les incendies de plus en plus fréquents, les sécheresses et autres catastrophes naturelles ou événements liés au climat affectent directement l'approvisionnement alimentaire, la disponibilité et les coûts pour chacun des citoyens européens. Rendre ce secteur plus résistant dans un monde de plus en plus fragilisé devrait être au cœur des efforts de l'Union pour assurer la stabilité future.

L'agriculture avec tout le secteur agroalimentaire représentent 6% du PIB de l'UE, 11 millions d'exploitations agricoles et 44 millions d'emplois (dont 22 millions dans les exploitations agricoles). Depuis plusieurs décennies, dans plusieurs pays européens, les zones rurales ont connu une forte baisse du nombre d'agriculteurs, une baisse des revenus agricoles et une perte de l'emploi agricole, à mesure que le capital se substitue au travail. Entre 2000 et 2012, 4,8 millions d'emplois à plein temps dans l'agriculture de l'UE ont disparu ; ces pertes d'emplois se sont concentrées dans les nouveaux États membres.

- L'agriculture reste un moteur clé pour les emplois ruraux. Les $\frac{3}{4}$ des emplois sont dans des fermes et entreprises familiales, et beaucoup d'entre eux sont en croissance.
- Il existe de grandes variations entre les États membres, et entre les différents pans de l'industrie en termes sociaux et économiques, y compris les salaires. Le travail saisonnier est courant dans différents secteurs, selon le type d'agriculture ou de production, et nous avons donc des niveaux élevés de circulation de personnes au sein de l'UE.

- Les agriculteurs ont plus de mal à être bons à la fois dans l'élevage et la production arable étant donné que la spécialisation a été déclenchée par différents phénomènes tels que : la protection déséquilibrée des frontières au cours des années précédentes, ce qui rendait l'importation des aliments pour animaux plus attrayante que les produits locaux ; le développement des chaînes d'approvisionnement réfrigérées, plus de transports par conteneurs, et une connectivité Internet mondiale entre les clients et les producteurs.
- La diversité alimentaire - et donc la biodiversité - est essentielle sur le long terme, remettant en question l'enregistrement obligatoire des variétés de semences et de plantes, et une situation de quasi-monopole qui empêche les petits opérateurs de sortir de ce marché.

1.1 Le modèle libéral étant à bout de souffle, nous avons besoin d'un modèle plus social

- Bien que l'UE soit l'une des plus grandes puissances agricoles mondiales et le plus gros exportateur net de produits agroalimentaires, sous l'impulsion de la PAC, elle n'est pas auto-suffisante dans tout (notamment dans les protéines végétales pour les animaux). Par ailleurs, nous sommes face à des problèmes tels que le gaspillage alimentaire et l'obésité (un problème croissant chez les enfants) car nous produisons et importons plus que ce que nous consommons.
- Les revenus agricoles sont inférieurs à ceux des autres secteurs, et le nombre de fermes est en baisse car fortement affectées par la volatilité des prix. L'agriculture biologique est actuellement la seule partie du secteur en constante expansion.
- Bien qu'intrinsèquement plus résilientes, les petites exploitations et les exploitations familiales sont souvent perdantes en recherchant la rationalisation, les économies d'échelle, la spécialisation, l'intensification et la compétitivité, fréquemment orientées vers les marchés d'exportation.
- Les réformes de la PAC, bien que destinées à apporter des améliorations, ont principalement renforcé ces tendances, endommageant davantage les revenus agricoles, l'emploi et les économies locales, et menaçant aussi la sécurité alimentaire. En tout cas, certains changements ont été précédés et influencés par des coupes budgétaires, et ont dû être effectués de manière à assurer le respect des engagements de l'UE à l'OMC.

- Le soutien public s'affaiblit à mesure que les citoyens perçoivent moins le lien entre les politiques de la PAC et la production, la création d'emplois ou l'environnement, et ce, malgré les réformes successives.
- Les accords de libre-échange peuvent offrir des opportunités ainsi que présenter des défis et être des menaces supplémentaires pour les localités avec des exploitations familiales plus petites, parties les plus vulnérables du secteur pour les agriculteurs de l'UE. Il est donc nécessaire de renforcer ces mécanismes de sauvegarde, tels que les contingents tarifaires, les clauses de sauvegarde, et l'exclusion des produits les plus sensibles, lors des négociations d'accords de libre-échange.
- Pour relever ces défis, nous devons :
 - maintenir l'organisation du marché commun et créer de nouveaux outils pour stabiliser les prix et sauvegarder les emplois et revenus agricoles ;
 - bien protéger, dans les accords de libre-échange, les secteurs et produits vulnérables, notamment par le renforcement des mécanismes de sauvegarde actuels tels que les contingents tarifaires et les clauses de sauvegarde, ainsi que l'exclusion potentielle des produits les plus vulnérables, et mener des études d'impact préalables pour évaluer les effets des accords de libre-échange sur l'agriculture de l'UE et prendre en considération l'impact cumulatif de ces accords commerciaux sur la production européenne ;
- renforcer le contrôle des importations de biens pour s'assurer qu'ils respectent rigoureusement les normes européennes en matière de santé, de sécurité alimentaire, sociales et environnementales, notamment en renforçant les contrôles sur les denrées importées depuis leur origine jusqu'à leur arrivée dans l'UE ;
- prendre en compte la production saisonnière lorsque les tarifs communautaires sont convenus et appliqués.
- La croissance de la productivité a masqué en partie la baisse à long terme de la rentabilité de certaines exploitations européennes, mais le ratio bénéfices/chiffre d'affaires est aujourd'hui faible (parfois inférieur à 10%). Garantir l'avenir des exploitations agricoles et des agriculteurs de cette manière est essentiel pour préserver la capacité à long terme de produire de la nourriture.

- Il est important de promouvoir la production domestique de l'UE, élément stratégique pour assurer la sécurité alimentaire de nos citoyens. Les zones et régions locales peuvent jouer leur rôle dans le choix des aliments locaux et saisonniers pour les hôpitaux, les écoles, les maisons de retraite et les autres utilisateurs de la restauration de masse, lorsque cela est possible.

1.2 Action urgente pour le climat et l'environnement

- L'agriculture a un impact majeur sur l'environnement, notre climat, la biodiversité et la qualité des sols ainsi que sur les émissions de gaz à effet de serre. Elle doit donc être un acteur majeur de la protection de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique. De plus, l'agriculture est particulièrement vulnérable au changement climatique et il sera primordial de prendre les mesures adéquates pour prévenir et contenir les dommages des sols et des cultures liés aux inondations, tempêtes, sécheresses ou autres effets du réchauffement climatique. L'agriculture devrait également devenir proactive au travers des agriculteurs qui sont nos principaux gestionnaires des terres et de la nature.
- Le climat est crucial pour tous et non un problème d'élite. L'inaction entraîne des risques sociaux telles que des pénuries alimentaires ou énergétiques, ou une migration accrue, et nous devrions promouvoir la connectivité pour garantir que les éléments sociaux et intelligents soutiennent les structures communautaires rurales et jouent un rôle clé dans l'agriculture durable et productive.

Plus de monopolisation de l'amélioration des plantes

Les progrès dans la sélection végétale sont essentiels pour la biodiversité et l'agriculture durable et respectueuse de l'environnement, tout comme le sont les nombreuses entreprises de taille moyenne concernées. Nous n'acceptons pas les brevets sur les animaux et les plantes issus de processus essentiellement biologiques. Les droits des obtenteurs sont actuellement menacés par une démarcation imprécise de la protection par brevet, ce qui doit être traité sans délai.

1.3 Agriculture 2.0

Tous ces phénomènes nous indiquent que le développement d'une agriculture plus résiliente est une nécessité vitale pour la durabilité et la santé publique. Cela se fera en révolutionnant complètement la pratique sur le terrain, en utilisant des technologies innovantes et la recherche, pour développer notre bio-économie et augmenter la résistance des cultures et de l'élevage à long terme.

- Encourager l'adoption des systèmes de gestion basés sur la TIC, la technologie des capteurs, le contrôle biologique des nuisibles et l'agriculture de précision est essentiel. Ces techniques pourraient réduire de façon significative l'utilisation des produits phytosanitaires, fertilisants, améliorer l'utilisation de l'eau, combattre l'érosion des sols, et surveiller la santé, la nutrition et le rendement des animaux et des cultures.
- De nouvelles solutions en matière d'élevage peuvent contribuer à améliorer la santé et le bien-être des animaux, réduisant ainsi les besoins en médicaments vétérinaires, y compris les antimicrobiens.
- Nous devons néanmoins attirer l'attention sur le fait que l'innovation, l'expansion de la technologie et l'automatisation, entraînent des pertes d'emplois dans les métiers agricoles traditionnels.

1.4 Une nouvelle demande sociétale

- Les gens sont maintenant moins connectés à l'agriculture que par le passé et la méfiance a grandi. Pour inverser cette tendance et améliorer la compréhension du rôle vital des agriculteurs dans la gestion du paysage et de la production alimentaire, les finances publiques doivent être davantage liées aux biens publics et moins aux terres.
- Les gens veulent maintenant un meilleur bien-être animal et une nourriture plus respectueuse de l'environnement. Nous devons répondre aux souhaits des consommateurs d'avoir plus d'informations claires sur les étiquettes concernant les méthodes de production.
- Toutes les parties prenantes ont un intérêt dans la responsabilité de nos systèmes agricoles et de leur avenir, et, collectivement avec les institutions et les représentants élus, nous devons tous aborder les questions de risques liés à la

surconcentration, la privatisation des semences et autres ressources biologiques, ou information publiques inadéquates sur la nourriture.

2 ...QUI APPELLE À UN AUTRE MODÈLE AGRICOLE !

2.1 Permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail

- Les agriculteurs, en tant que gardiens de nos campagnes, fournissent des biens publics et de la nourriture et, en même temps, partagent souvent le travail et les ressources avec les voisins. Ils doivent assurer des revenus multiples grâce à une production diversifiée et doivent pouvoir vivre dignement de leur travail.
- Cela peut inclure la fourniture de plus de services, de tourisme vert ou de services environnementaux, et ainsi garder des emplois dans leurs localités ou régions parfois défavorisées. Les ventes locales et les chaînes d'approvisionnement courtes peuvent réduire les coûts mais ont besoin d'être développées et d'être mieux structurées, et, parallèlement, des produits de qualité pour une distribution plus large ou une exportation peuvent apporter une réelle valeur ajoutée.
- Des contrats à long terme avec des prix fixes peuvent contrer les effets de la volatilité globale et peuvent être particulièrement bénéfiques pour tous les secteurs.
- Plus d'agriculture durable peut aider à diminuer les charges structurelles et les frais généraux, en réduisant les intrants ou en passant à la production biologique ou intégrée, et en utilisant la lutte antiparasitaire biologique, tout en maintenant la production et la rentabilité. Ramener les processus externalisés à la ferme peut aussi aider. Des prix justes pour les produits agricoles sont essentiels - donc pas de dumping ou de vente en deçà des coûts de production - et les producteurs primaires doivent recevoir leur juste part de valeur ajoutée. Ici, les regroupements d'agriculteurs peuvent avoir plus de poids face aux grands détaillants ou aux transformateurs.
- Nos producteurs agricoles ont besoin d'être plus engagés dans la recherche et l'innovation, et avoir un rôle renforcé dans la chaîne alimentaire, où ils sont actuellement les plus faibles, d'où la nécessité d'une législation européenne pour

réguler la chaîne d'approvisionnement. La fixation de prix minimaux de référence serait un bon moyen pour préserver les revenus agricoles.

- Les pratiques commerciales déloyales devraient être interdites par une nouvelle réglementation européenne. De plus, les mécanismes de gestion du marché doivent également être traités avec détermination dans les politiques futures.

2.1.1 Réintroduire des instruments de régulation des marchés

- De sérieuses mesures sont nécessaires en cas de chute des marchés, y compris des mesures d'urgence réactives, des programmes de réduction de la production et d'autres mesures de réglementation privées ou publiques.
- Nous avons besoin de plus d'outils pour la gestion des risques climatiques, sanitaires et économiques, notamment l'assurance des risques pour la production agricole, les outils de stabilisation des revenus et les fonds communs de placement pour limiter les effets de la volatilité des prix dans une PAC orientée vers les marchés, afin d'encourager une gestion agricole tournée vers l'avenir et qui adopte les meilleures pratiques et évite les pièges observés ailleurs dans les systèmes de gestion des risques.
- En ces temps de grande incertitude concernant les prix agricoles, l'UE doit renforcer son action sur les marchés en mettant en place des filets de sécurité et des systèmes de prévention et de gestion des crises, basés sur l'aide anticyclique, afin de garantir une rémunération équitable des agriculteurs.

2.1.2 Renforcer la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire

- Les difficultés des agriculteurs sont aussi liées à la concentration du marché et à la pression sur les prix exercée par le secteur de la distribution. Nous appelons donc à un cadre législatif européen pour lutter contre les pratiques déloyales de la grande distribution qui portent préjudice aux producteurs et aux petits fournisseurs.
- Les pratiques abusives, tels que les retards de paiement, le transfert des risques aux opérateurs les plus faibles, les changements de contrats rétroactifs ou la

résiliation déloyale des contrats, doivent être soumises à la législation et aux sanctions européennes. Les organisations de producteurs et interprofessionnelles peuvent constituer une défense solide.

- Les instruments pour une meilleure pratique et une meilleure protection de défense des agriculteurs doivent être diffusés à travers l'Europe pour surmonter de grandes variations. Le droit à la concurrence doit servir le bien-être des producteurs et mieux tenir compte du caractère particulier de l'agriculture. Cela peut être amélioré en révisant la législation existante de l'UE et en prévoyant des exemptions agricoles dans le droit à la concurrence.
- Les producteurs primaires ont besoin de plus d'informations sur les prix, les fluctuations et les marchés, et de savoir qu'ils seront protégés contre les pratiques commerciales déloyales pour les inciter à investir et à innover, et pour que les consommateurs puissent bénéficier de meilleurs et de plus de produits de qualité à des prix équitables. Un observatoire européen pourrait fournir une grande partie des informations dont les agriculteurs ont besoin.

2.1.3 Soutenir l'agriculture à échelle humaine

- La perte de milliers d'exploitations agricoles chaque année endommage gravement les zones rurales et les communautés, c'est pourquoi notre politique devrait continuer à soutenir diverses structures agricoles, qu'elles soient familiales, locataires ou gérées par leurs propriétaires, ainsi que la transformation alimentaire locale ou régionale. Notre objectif est de renforcer l'agriculture productive qui soutient les économies régionales sans impact négatif sur l'environnement, et qui est essentiellement liée au sol.
- L'agriculture reste un moteur essentiel pour les emplois ruraux bien que sa modernisation et sa mécanisation aient tendance à entraîner moins de créations d'emplois que la valeur ajoutée d'autres processus complémentaires à la production dans les zones rurales. Pour cette raison, nous sommes fondamentalement attachés à l'économie sociale et aux coopératives qui pilotent ces processus complémentaires.
- Les grandes entreprises axées sur les profits ne répondent pas à notre souhait d'une économie rurale équilibrée. Nous voulons que le soutien soit orienté vers

des petites et moyennes exploitations viables avec un bon potentiel de rentabilité.

- Une variété de producteurs dans l'économie régionale assure la diversification des activités, et les petites ou moyennes exploitations peuvent avoir des exigences de capital plus faibles, et donc être plus facilement transférables tout en étant une défense contre la propagation des fermes industrielles.
- Pour qu'il y ait continuité dans l'agriculture, il faut que les fermes soient transmises par le biais d'arrangements familiaux ou non familiaux, impliquant des agriculteurs nouveaux et plus jeunes. Pour que ces transferts réussissent, les intérêts du retraité et du nouvel agriculteur doivent être satisfaits. De nouveaux instruments seront nécessaires en Europe.
- Les petites et moyennes exploitations peuvent s'adapter et innover plus rapidement et plus facilement, mais leurs revenus et leurs conditions de travail doivent être assurés pour permettre leur survie et leur prospérité.
- La taille des exploitations et les méthodes de production doivent être prises en compte pour garantir que la mise en œuvre des normes soit proportionnelle.

2.2 Développer une politique alimentaire et nutritionnelle pour protéger la santé humaine

2.2.1 Rétablir le lien entre production, nourriture et santé

- Les normes alimentaires ont radicalement changé, en particulier en matière de traçabilité et de qualité bactériologique en Europe, mais les gens s'inquiètent toujours de leur propre santé ou de l'environnement lorsqu'ils entendent parler de viande chevaline vendue comme viande de bœuf, de pesticides interdits ou légaux utilisés au-dessus des niveaux autorisés, et ils craignent les risques liés aux perturbateurs endocriniens tels que le bisphénol-A ou les nitrates. Une vigilance continue est nécessaire en matière de santé, et l'UE doit la sauvegarder de manière équilibrée et indépendante.
- Des niveaux plus élevés d'intrants, et des processus tels que le "cracking" pour séparer les composants des aliments entiers ou ceux qui peuvent entraîner des niveaux de nutriments faibles : tous ne respectent pas la saisonnalité des aliments et risquent de provoquer des sensibilités alimentaires.
- Nous avons besoin d'aliments à haute valeur nutritionnelle et qui ne contiennent pas de résidus nocifs ou de molécules de synthèse (provenant de pesticides par exemple) qui pourraient causer des dommages endocriniens ou neurologiques chez les consommateurs. La réglementation et les contrôles de la salubrité des aliments sont cruciaux dans nos systèmes alimentaires et nous aident à lutter contre les types de fraudes observés dans le passé en lien avec divers aliments.
- Nos aliments de base doivent être sains, nutritifs et exempts de substances non permises. Les systèmes de production doivent garantir cela jusqu'au consommateur final.
- La consommation de viande dans l'UE (actuellement le double de ce qui est recommandé) reste élevée, et une réduction pourrait contribuer à réduire l'obésité, les maladies cardiaques et certains types de cancer. Une plus faible consommation pourrait également entraîner une production animale moins intensive et plus herbacée, et ainsi, libérer des terres cultivées actuellement pour la production d'aliments pour animaux.

2.2.2 Garantir le principe de précaution

- Interdire les produits potentiellement dangereux pour la santé ou l'environnement.

L'élevage sélectif de plantes et d'animaux a toujours été au cœur de notre agriculture et restera la clé de l'agriculture durable dans le futur. Il y a de nouvelles évolutions constantes et la science offre un potentiel énorme pour les plantes et les animaux agricoles plus résistants. Tout comme l'opinion publique est clairement opposée aux OGM, nous sommes également préoccupés par la façon dont les matériaux vivants peuvent être manipulés. Une décision définitive est inadéquate à l'heure où le développement scientifique en cours nécessite un dialogue continu et une considération éthique. Nous avons besoin d'une approche vigilante et équilibrée. Les limites sont constamment repoussées et nous avons le devoir de rester au fait de la question sur le plan politique, et d'être prêts à répondre aux préoccupations du public au fur et à mesure que le domaine se développe.

- Assurer la transparence dans la gestion des risques.
- Promouvoir et continuer à rechercher des alternatives aux antibiotiques dans l'élevage, et ainsi lutter contre la résistance à ceux-ci, et souligner l'utilisation rationnelle de tous les produits médicaux vétérinaires.
 - Les risques pour la santé humaine signifient que nous avons besoin d'un élevage moins intensif pour promouvoir une bonne santé et éviter l'utilisation systématique d'antibiotiques. Une partie du plan d'action européen visant à réduire la résistance aux antibiotiques doit donc inclure une meilleure protection des animaux.
- Nous devons avoir des règles équitables applicables aux produits de l'UE, avec un renforcement des contrôles phytosanitaires et une harmonisation aux frontières extérieures de l'UE afin d'éviter l'entrée d'organismes nuisibles pouvant affecter les cultures européennes.
 - L'UE doit garantir les ressources nécessaires pour que les mêmes normes rigoureuses appliquées aux aliments produits dans l'UE continuent d'être appliquées à toutes les importations.

2.2.3 Plus de visibilité et d'accessibilité pour les aliments biologiques et les produits de qualité

- Les aliments nutritifs et de qualité devraient être accessibles à tous. Les ménages à faibles revenus ne devraient pas être poussés à acheter des produits de moindre qualité ou être dans l'incapacité d'acheter suffisamment de nourriture. Nos politiques agricoles doivent être conçues pour rendre les aliments hautement nutritionnels, issus de systèmes de production agro-écologiques ou de qualité et durables, accessibles à plus de personnes, au moyen de mesures de soutien alimentaire si nécessaire.
- Le développement de l'agriculture biologique peut potentiellement créer beaucoup plus d'emplois que d'autres types d'agriculture, en particulier l'agriculture hautement mécanisée.
- "Marché unique - législation unique - qualité unique". La même marque avec le même emballage doit offrir la même qualité sur l'ensemble du Marché unique. Tous les européens doivent être sûrs d'avoir la même qualité, qu'ils achètent la marque en Bulgarie ou en Belgique. Nous devons lutter contre les doubles standards de qualité afin que tous les citoyens européens aient accès aux mêmes produits alimentaires ayant le même label.
- Les Indications Géographiques (IG) sont des outils de protection efficaces, mais ils ne sont pas bien connus ou utilisés partout en raison du manque de sensibilisation des producteurs aux avantages qu'ils offrent. Ils doivent être développés grâce à la diffusion d'une meilleure pratique dans l'UE, afin d'améliorer les garanties de qualité pour les consommateurs et les informations sur l'origine et les méthodes de production, et pour maximiser le développement économique avec les investissements des Etats membres.
- Les IG font désormais partie intégrante des négociations commerciales avec les pays tiers et sont importantes pour les producteurs et les exportateurs de l'UE, notamment pour les PME et les petites exploitations familiales. Néanmoins, afin d'aider davantage les agriculteurs et les producteurs européens à prospérer dans les régions, la liste des IG dans les accords commerciaux devrait être plus compréhensive, refléter une représentation géographique plus équitable et être établie selon un processus plus transparent et inclusif.

- Les régions européennes montagneuses, ultrapériphériques et défavorisées ont besoin d'une meilleure visibilité des produits à travers la mise en œuvre des termes facultatifs « produit de montagne » et « agriculture des îles » pour stimuler le développement agricole et donner des informations et un choix plus clairs aux clients.

2.2.4 Lutter contre les régimes pauvres et l'obésité

- Les consommateurs ont besoin de mieux comprendre, dès leur plus jeune âge, l'origine de ce qu'ils mangent, comment l'aliment est produit et comment faire les choix alimentaires les plus sains.
- Promouvoir la production et la consommation de produits frais fait partie du travail de lutte contre la mauvaise santé et la mauvaise alimentation.
- La pauvreté alimentaire reste un risque à combattre en Europe, de nombreux groupes vulnérables étant incapables d'échapper au piège. Il est vital que l'aide fournie par les ONG et les banques d'aide alimentaire soit coordonnée au sein des Etats membres.

2.2.5 Combattre les déchets alimentaires

- Réduire le gaspillage alimentaire est essentiel pour utiliser pleinement nos ressources, et cela doit être fait tout au long de la chaîne alimentaire "de la ferme à la table", incluant une meilleure éducation du consommateur sur "utilisation par", "meilleur avant" ou informations concernant la qualité sur les étiquettes. Les organismes industriels et de distribution doivent également s'engager dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- L'approche de "l'économie circulaire" dans l'agriculture et la production alimentaire doit garantir une bonne utilisation des sous-produits, à la ferme ou en dehors de la ferme.

2.3 Accélérer la transition vers une agriculture durable et économiquement viable pour répondre aux défis environnementaux et climatiques

- Les objectifs de l'UE visant à stopper la perte de diversité d'ici 2020 risquent de ne pas être atteints, avec plus de 80% des sites protégés de Natura 2000 en mauvais état, un statut de conservation défavorable pour de nombreux types d'espèces et d'habitats, et plus de la moitié des oiseaux des terres agricoles perdus depuis 1980.
- L'agriculture a maintenant un rôle clé à jouer dans la lutte contre la pollution et la perte de l'habitat si nous voulons atteindre l'objectif de 2020 de prévenir la perte de diversité.
- 60 années d'augmentation de la productivité agricole ont entraîné des dommages environnementaux qui doivent être corrigés. Les changements de politique de ces 20 dernières années vers la durabilité ont commencé à relever des défis, tels que la poussière d'engrais, les traces de pesticides, d'ammoniac ou de méthane, ou d'autres résidus.

2.3.1 Faire de l'agriculture un acteur de la lutte contre le réchauffement climatique

- L'agriculture a un rôle clé à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique conformément aux accords internationaux, notamment Paris, avec la protection du carbone séquestré dans les zones humides et autres écosystèmes, et l'utilisation de meilleures techniques de séquestration du carbone telle que l'agroforesterie, sans menacer ni la sécurité alimentaire, ni la production agricole.
- **Atténuer les émissions de gaz à effet de serre**

Plus de 10% des émissions de GES (méthane, CO₂, Protoxyde d'azote) proviennent de l'agriculture et pourrait atteindre les 30% dans les années à venir s'il n'y a pas d'évolution significative vers de nouvelles méthodes agricoles et forestières, et plus d'utilisation de la production animale extensive. Malgré son potentiel de réduction limité reconnu pour

ce qui est des émissions autres que le CO₂, l'agriculture doit apporter sa juste part de contribution à l'atténuation du changement climatique.

- **Améliorer l'adaptation au changement climatique**

L'adaptation au changement climatique est essentielle dès lors que le secteur agricole dispose d'options de production pour se préparer à des conditions extrêmes de disponibilité en eau, d'élévation de la température ou de modification des types de maladies animales et végétales.

- **Assurer une production durable de bioénergie**

La production et la consommation d'énergie et de biocarburants liées à l'agriculture doivent toujours être durables et réalisées en tenant compte des obligations d'atténuation du changement climatique.

- **Mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable**

L'Europe est déterminée à atteindre les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, et pour cela, devra adopter une approche véritablement durable de l'alimentation et de l'agriculture pour prévenir la pollution, lutter contre la surexploitation de l'eau, améliorer la qualité des sols, mieux utiliser les ressources naturelles, stopper la perte de la biodiversité et promouvoir une bonne santé et nutrition, ainsi que la sécurité alimentaire.

- **Promouvoir et développer l'agroforesterie**

L'agroforesterie peut grandement améliorer la qualité de vie des gens en améliorant les microclimats, les paysages et en proposant des forêts et des terres boisées polyvalentes et récréatives.

- **Meilleure gestion des ressources en eau**

Outre une utilisation plus rationnelle de l'eau, le secteur agricole devra créer de nouvelles méthodes durables de stockage en eau et assurer la modernisation des systèmes d'irrigation.

- **Renouveler les terres et les sols, et s'attaquer à l'abandon des terres**

Renforcer la fertilité des sols à plus long terme par des pratiques agro-écologiques sera la clé de la durabilité et du maintien des terres en bon état de production. Certaines

terres moins fertiles ne sont plus utilisées et nous devons éviter que ce problème se répande.

2.3.2 Opter pour une agriculture durable préservant la biodiversité et respectant le bien-être des animaux

- **Diversifier la production et limiter les intrants chimiques**

Il est important de plus diversifier la production, et d'encourager les pratiques agro-économiques qui limitent les intrants chimiques, en remplaçant progressivement les pesticides par des alternatives disponibles.

- Un plan stratégique sur les protéines sera un élément essentiel pour assurer la sécurité de notre approvisionnement alimentaire en Europe. Au lieu d'exporter des céréales non transformées, nous devrions utiliser la terre pour les protéines végétales dans la rotation des cultures, afin de soutenir les systèmes de production basés sur l'herbe. Cela réduirait la dépendance vis-à-vis des aliments importés dont la production peut entraîner la déforestation, et nous permettrait de réduire de moitié nos importations de protéines.
- **Sauvegarde de la biodiversité**

L'objectif de "4 pour 1000" établi à la COP21 devrait être adopté dans toute l'UE - il s'agit d'utiliser des pratiques qui augmentent la matière organique et encouragent la séquestration du dioxyde de carbone dans les sols, améliorant ainsi la fertilité, la biodiversité et les nutriments absorbables. Les terres riches en nutriments et recouvertes de végétation sont moins sujettes aux inondations, aux coulées de boue ou à l'érosion, et les méthodes agro-écologiques intégrées favorisent la biodiversité naturelle, réduisent la consommation d'eau et évitent de détruire les habitats naturels.

- **Protéger les abeilles et les pollinisateurs**

Un plan européen pour l'apiculture est urgemment nécessaire pour faire face à la pénurie de pollinisateurs, en particulier les abeilles dont le rôle principal est la pollinisation, essentielle à toute production agricole. La pollinisation devrait être proprement reconnue comme étant un service agro-écologique. D'autres éléments pourraient être : une interdiction des néonicotinoïdes, la mise en œuvre stricte du processus d'approbation

des produits phytosanitaires et la culture intercalaire avec des plantes à fleurs ou nectarifères.

- **Promouvoir et développer l'agro-écologie**

L'agro-écologie regroupe des approches de l'agriculture, de l'alimentation, des habitats naturels, de la recherche scientifique et de la politique, qui considèrent l'environnement comme un ressource et non pas comme une contrainte. Elle apporte une nouvelle perspective, et de nouveaux domaines de connaissances amèneront de l'innovation et de nouveaux processus. Les agriculteurs doivent être au cœur de cette démarche et être impliqués dans les prises de décisions pour améliorer les méthodes, les emplois et les revenus, et mettre en place un système multifonctionnel qui apporte des avantages sociaux, économiques et paysagers.

Les méthodes doivent être remaniées pour améliorer la productivité et la résilience, renforcer les services éco-systémiques, utiliser des processus biologiques pour promouvoir l'agro-biodiversité et atténuer tout impact négatif.

Les systèmes agro-écologiques présentent des rotations plus lentes incluant les cultures de couverture et les légumineuses, et favorisent l'alimentation des ruminants en herbe, réduisant ainsi l'utilisation d'intrants (notamment herbicides, fongicides, insecticides, antibiotiques, engrais azotés et énergie). Ces systèmes profitent des avantages de l'élevage combiné à la production arable, intégrés à des écosystèmes plus vastes et à une utilisation accrue des arbres sur les terres.

- **Développer une agriculture conventionnelle respectueuse de**

l'environnement, et compétitive

Une grande partie de l'emploi agricole d'aujourd'hui est dans le secteur conventionnel donc, alors que l'agro-écologie est développée pour répondre aux besoins alimentaires de tous, l'agriculture conventionnelle doit continuer tout en préservant les normes de qualité et de sécurité, ainsi que l'environnement.

Nous soutenons le rôle que jouent les coopératives et autres formes d'économie sociale en apportant des produits aux consommateurs et en permettant à leurs partenaires agricoles d'améliorer leur statut dans la chaîne de valeur et de faire des économies d'échelle.

Nous devons veiller à ce que l'importance accordée aux agriculteurs et éleveurs dans le maintien de la cohésion sociale et territoriale soit mieux comprise par l'ensemble de la société.

- **Tenir compte des attentes de la société en matière de bien-être animal**

Les consommateurs veulent des méthodes de production qui répondent aux normes modernes du bien-être animal, et pourtant, ce bien-être s'est avéré être manquant dans certaines parties du secteur de l'élevage intensif. La législation existante sur le bien-être animal doit être mieux mise en œuvre et contrôlée, conformément à l'Article 13 du Traité qui reconnaît les animaux comme étant des êtres sensibles. Et pour améliorer la vie des animaux, nous avons besoin de nouveaux systèmes d'élevage et de meilleurs enclos.

Les citoyens sont toujours très préoccupés quant au transport des animaux vivants et aux infractions au Règlement européen 1/2005, ce qui nécessite un meilleur suivi et contrôle, en particulier pour les longs trajets, y compris lorsque les animaux sont destinés aux marchés en dehors de l'UE.

2.4 Investir dans les zones rurales : pour le bien de nos terres et de nos régions

- La pénurie de terres agricoles augmente avec une pression croissante sur le marché européen. La concentration des terres, où les acquisitions sont exceptionnellement importantes, est plus fréquente maintenant, et les agriculteurs sont souvent en concurrence avec les investisseurs étrangers pour l'achat des terres. Ceci s'ajoute au dépeuplement rural et menace l'agriculture paysanne durable car c'est l'un des principaux obstacles rencontrés par les jeunes agriculteurs débutants. Nous avons besoin de moyens pour assurer l'accès à la terre pour les petites et moyennes exploitations familiales ou coopératives, afin de protéger les zones rurales et les communautés.

2.4.1 Encourager les jeunes agriculteurs à créer des entreprises et les gens à rester dans les zones rurales

- Le vieillissement rapide des agriculteurs menace gravement le nombre d'exploitations agricoles en Europe et pourrait entraîner une concentration accrue des terres et une intensification des pratiques de production. A la lumière de cela, il est crucial de soutenir les jeunes agriculteurs, notamment par des conseils, à la fois pour les retraités et les nouveaux agriculteurs.
- Parallèlement à la concurrence pour l'utilisation non agricole des terres, le fait que les agriculteurs plus âgés ne soient pas prêts à transmettre leurs terres à leur famille ou à une tierce personne est une autre cause de concentration des terres. De nombreux facteurs nationaux (fiscalité, droits de succession ou droit de la famille) ont également un impact sur les transferts agricoles ainsi que sur l'accès au financement.
- Avec la croissance de l'agro-écologie, dont les méthodes appliquées mettent l'accent sur la préservation des sols et aident les paysans à se tourner vers une production diversifiée et une utilisation durable des terres communes ou en jachère, une nouvelle cartographie montrant l'évolution des propriétés et de l'utilisation des terres devrait émerger.
- Les services consultatifs pour les jeunes agriculteurs sur les options de financement et d'investissement pour les exploitations sont essentiels, ainsi que les bonnes pratiques de production, les mesures de soutien, les développements technologiques et les outils numériques pour l'agriculture et le développement agricole.
- Il est essentiel de garder les gens dans les campagnes si nous voulons avoir des communautés rurales dynamiques, et les femmes en sont la clé. Des opportunités spécifiques pour les femmes et des services et infrastructures de bonne qualité pour tous doivent être mis en place et être accessibles pour les inciter à rester, qu'ils aient 8 ou 80 ans. L'éducation, la formation et les opportunités de travail, ainsi que les services sociaux et de santé, sont les systèmes de support de vie pour les zones rurales, et ont un effet profond sur le souhait des femmes de rester ou de partir.
- Des cours de formation et de recyclage pour les travailleurs des secteurs agricoles touchés par le changement technologique doivent être dispensés, et

la Commission et les États membres ont tous deux un rôle clé à jouer dans ce domaine.

- Comme autre facteur contribuant à maintenir le secteur et les zones rurales dynamiques et viables, nous avons besoin d'établir des salaires minimums pour les employés agricoles.

2.4.2 Promouvoir les chaînes d'approvisionnement courtes et les achats locaux

- Des chaînes de production et d'approvisionnement locales et des réseaux divers sont nécessaires dans chaque zone pour renforcer les marchés locaux, et l'organisation collective ou la structuration des besoins des parties prenantes seront complémentaires. Les personnes à la recherche de nourriture locale et saisonnière veulent identifier plus facilement les producteurs locaux, afin d'éviter le plus possible les risques de scandales alimentaires déjà vus. La notion de proximité n'est pas figée et vient souvent d'une conscience de provenance régionale.

2.4.3 Investir dans les zones rurales

- Les zones rurales sont confrontées à des caractéristiques spécifiques nécessitant des solutions spécifiques. Les populations vieillissantes, le manque de services (médical, postal, santé, transport et énergie) et le haut débit limité doivent tous être abordés. Assurer l'accès au numérique peut aider à soutenir un secteur agricole sain, à protéger ces zones contre l'exode rural et à retenir des jeunes. L'UE devrait rédiger un plan pour combattre l'exode rural en donnant à la politique de développement rural un caractère plus global et en intégrant des mesures financières provenant de différents fonds européens.
- **Zones rurales et villages plus intelligents**

Des synergies importantes entre les économies agricoles et rurales ont été soulignées dans la déclaration de Cork 2.0 « Une vie meilleure dans les zones rurales ». Elle reconnaît les défis rencontrés par les agriculteurs et l'importance de la croissance durable, à la fois du secteur agricole et des zones rurales, pour lutter contre le dépeuplement rural (qui est une tendance mondiale). Le Parlement européen a présenté

l'initiative "Villages Intelligents, Eco, Sociaux" pour aider à donner suite aux recommandations formulées dans la déclaration. Proposée par le Groupe S&D, elle vise à créer un modèle reproductible et socialement utile pour différents types de villages, afin d'aider à soutenir, reconstruire et développer les communautés dans les zones rurales. Elle devrait promouvoir et diffuser les meilleures pratiques et méthodes TIC/en ligne efficaces, liées au marché unique numérique, promouvoir les liens urbain-rural et le développement bioéconomique (innovation, agriculture de précision, gestion de l'environnement, énergies renouvelables, services de chaîne d'approvisionnement, nourriture), et mettre l'accent sur la qualité de vie et les possibilités d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes.

Sur cette base, la Commission européenne a lancé «l'action de l'UE pour les villages intelligents», impliquant les Institutions européennes et de nombreuses associations, fédérations, municipalités, partenariats et réseaux à travers l'UE, travaillant ensemble pour développer l'attraction et la durabilité de la vie rurale. Nous devons tous contribuer à faire de ce nouveau concept un succès !

2.5 Agriculture - bien plus qu'une entreprise

2.5.1 Faire progresser nos principes de coopération, et de progrès sociaux et environnementaux dans notre politique commerciale

- L'accès à une alimentation équilibrée et saine est le droit de tous les citoyens européens, et la production domestique devrait être la priorité. Les pays d'origine de nos importations de produits alimentaires doivent être en mesure de conserver des aliments de qualité suffisante pour leur propre population et d'assurer des conditions de vie et de travail décentes. Le renforcement de ces pays sera essentiel pour offrir à leurs jeunes une alternative à la migration.
- L'Europe et les pays en développement bénéficieraient d'une autonomie alimentaire accrue. Il n'est pas soutenable que l'UE continue à être la plus grande région importatrice de produits alimentaires, tout en contribuant à un cercle vicieux où les pays en développement sont poussés à vendre des produits

alimentaires non transformés et à acheter des aliments transformés en Europe, laissant souvent leur population mal nourrie.

- Notre politique commerciale devrait être menée dans le contexte des principes et des objectifs de l'action extérieure de l'Union, notamment ceux liés au développement, et contribuer au rétablissement de l'autonomie alimentaire pour chaque région du monde, par le biais d'un nouvel ordre multilatéral sur la coopération liant des systèmes agricoles durables axés sur une meilleure stabilité des revenus.

2.5.2 Nous avons besoin d'autosuffisance alimentaire

- Le droit fondamental à l'alimentation ne doit pas être compromis par la concentration de la production alimentaire dans certaines parties du monde, au détriment des autres, laissant près de deux milliards de personnes sans nourriture suffisante.
- Neuf milliards de personnes dans le monde sont prévues, et pour toutes les nourrir, nous avons besoin d'une politique commerciale ambitieuse et équitable qui rejette l'accaparement des terres, et d'une politique de développement qui soutienne la production durable, réduise le gaspillage alimentaire et soutienne l'autonomie alimentaire des pays en développement. Les politiques agricoles et commerciales européennes doivent être cohérentes avec la politique de développement durable. L'impact de la politique agricole européenne sur la capacité de production alimentaire et la sécurité alimentaire à long terme dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés (PMA), doit faire l'objet d'évaluations régulières et indépendantes. Par conséquent, les futurs accords commerciaux devraient promouvoir l'indépendance économique des PMA.

La nourriture est la base de la vie et non une simple marchandise. Le droit à la nourriture est au-dessus de toute considération commerciale. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons relever les défis environnementaux, climatiques et alimentaires du 21ème Siècle, en révolutionnant notre modèle agricole. L'Europe doit retrouver son rôle de leadership et devenir la force motrice dont le monde a tant besoin.

- **un rôle de leadership dans l'agriculture mondialement durable**
- **une synergie plus étroite entre une agriculture saine et la santé humaine**
- **l'agriculture intégrée et contribuant à des zones rurales vivantes**
- **une nouvelle relation entre le commerce international et l'agriculture**